



section académique  
**LIMOGES**

[www.limoges.snes.edu](http://www.limoges.snes.edu)

[facebook.com/sneslimoges](https://facebook.com/sneslimoges)



[twitter.com/sneslimoges](https://twitter.com/sneslimoges)

Edito

Attention, abstention !

La hauteur de l'abstention lors du scrutin municipal témoigne du désaveu de la politique gouvernementale menée depuis 2012, même si certains voudraient lui faire dire autre chose. Dans l'esprit de nombreux citoyens la défiance prend aujourd'hui le pas sur la déception, la cote de popularité « record » du Président de la République, après un remaniement censé répondre aux attentes des français, en témoigne aussi.

Dans l'Éducation, le décalage entre les discours et la réalité du terrain reste criant alors que l'annonce du pacte de responsabilité fait peser de nouvelles menaces sur les engagements présidentiels quand dans le même temps le gel du point d'indice est annoncé jusqu'en 2017.

L'obstination et l'aveuglement du pouvoir, le discours médiatique récusant toute alternative aux politiques économiques libérales, font peser à l'heure actuelle de réels dangers sur la démocratie : les sondages placent l'extrême droite en première position lors des élections européennes à venir.

Dans ce contexte, le syndicalisme doit participer à la création d'une dynamique permettant que les revendications des jeunes, des salariés, des chômeurs et des retraités soient enfin entendues, pour davantage de justice sociale et fiscale, pour un développement économique porteur de progrès social. Le SNES avec la FSU y contribuent : après la grève du 18 mars, la journée de grève du 15 mai dans la Fonction Publique marque une nouvelle étape d'un mouvement qui doit s'inscrire dans la durée.

Les élections internes du SNES sont l'occasion pour les syndiqués d'élire pour les 2 ans à venir les directions de leur syndicat qui auront à impulser, avec les syndiqués et la profession, cette dynamique. Votez et participez au renforcement et à la vitalité de votre organisation.

***Les élections pour le renouvellement des CA nationale et académique (du bureau départemental de la Corrèze et de la Creuse) se dérouleront du 5 au 28 mai 2014.***

Chaque syndiqué(e) est appelé(e) à s'exprimer dans le cadre d'un vote organisé par la section SNES de l'établissement. Un vote par correspondance est organisé pour les retraités, les collègues TZR et les collègues exerçant dans un établissement sans section constituée.

**Attention** il y a plusieurs votes à émettre sur le même bulletin :

- le vote d'orientation national
- le vote d'orientation académique
- le vote par catégorie
- le vote pour le bureau départemental en Corrèze et Creuse

## **POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF ET DETERMINÉ**

*L'existence d'un vote tous les deux ans pour déterminer l'orientation du SNES-FSU répond à la double exigence de démocratie et de pluralisme. Différents courants de pensée existent dans le SNES et ce sont les syndiqués qui, par leur vote, déterminent l'orientation qui doit prévaloir. Unité et Action, par la volonté des syndiqués, exerce la responsabilité de la direction du SNES-FSU, au plan national comme au plan académique et nous sollicitons de nouveau votre confiance, pour mettre en œuvre une orientation résolument déterminée et offensive.*

Si l'arrivée de François Hollande avait suscité de fortes attentes dans la profession, elles ont été rapidement déçues. Le décalage entre la priorité affichée à l'Education et la réalité du terrain est accablant. DGH en baisse accompagnées localement de suppressions de postes, poursuite des réformes contestées, conditions de travail inchangées, autonomie et mise en concurrence des établissements toujours à l'œuvre, salaires en berne : tel est le triste constat que l'on peut faire aujourd'hui et que le SNES-FSU n'a cessé de dénoncer. L'augmentation programmée des recrutements se heurte au fait que les étudiants se détournent de nos professions tant pèsent leur dévalorisation salariale et leurs conditions d'exercice difficiles. Aucun souffle, ni nouvel élan n'a été donné par la loi de Refondation de l'Ecole et le SNES-FSU a même dû se battre pour écarter des choix qui auraient conduit à l'éclatement du second degré et à la remise en cause de la qualification de ses enseignants. Lors des discussions ouvertes par le Ministre Peillon sur le métier et la réécriture des décrets de 50, le SNES-FSU a dû peser pour obliger le Ministre à des reculs et pour imposer que les services et missions des enseignants soient garantis. Aucune réponse n'est apportée à la nécessaire revalorisation de nos professions et nous avons la conviction que, sans la construction d'un véritable rapport de force impliquant la majorité de la profession, rien ne sera possible. Et pourtant, l'heure est plus à l'atonie, à l'attentisme qu'à la mobilisation. Prendre en compte cette réalité, mais dans le même temps, travailler à la dépasser pour redonner corps aux mobilisations, telle est la feuille de route portée par Unité et Action dans le SNES-FSU.

Le contexte politique et les choix économiques pèsent de manière incontestable sur les esprits. L'austérité -encore renforcée par le pacte de responsabilité- est présentée comme incontournable. Les services publics, la protection sociale, les salaires des fonctionnaires, les retraites sont vus comme des gisements d'économies potentielles au rebours des nécessités. Le matraquage idéologique, en France comme en Europe, sur l'absence de marges et d'alternatives économiques et sociales à l'austérité fait des ravages. Car, non seulement la précarité, l'exclusion, la paupérisation, les inégalités explosent, mais la construction de l'indispensable rassemblement des salariés pour imposer d'autres choix peine à émerger.

Si certaines centrales syndicales ont fait le choix d'accompagner la politique menée, le SNES et la FSU œuvrent pour faire entendre que des alternatives économiques et sociales sont possibles et pour rassembler toutes les forces syndicales qui se donnent l'objectif de transformer la société, pour plus d'égalité, de justice sociale et de démocratie.

**Ouvrir de telles perspectives implique de renforcer la syndicalisation, de faire vivre à tous les niveaux débats et engagements collectifs, de faire prévaloir un syndicalisme de lutte, offensif, rassemblant très largement et qui soit force de proposition pour la transformation de l'Ecole et de la société.**

Telles sont les orientations que nous vous proposons de renforcer en votant pour les candidat(e)s présenté(e)s par la tendance Unité et Action. Notre liste de 58 candidat(e)s, paritaire, respecte les principes que nous défendons avec l'objectif d'assurer le renouvellement militant et la représentation d'un maximum d'établissements.

**Si vous partagez ces orientations et ces ambitions, votez pour la liste  
Unité et Action !**

## Liste présentée par Unité et Action (U&A)

- CORREZE Marianne** – certifiée  
Lycée Valadon LIMOGES
- ARNOUX Patrice** – certifié  
Lycée Renoir LIMOGES
- BARBAUD-VAURY Patricia** – certifiée  
Collège Genevoix COUZEIX
- CAMUT Magali** – certifiée  
Lycée Turgot LIMOGES
- DUPUIS Cécile** – certifiée  
Collège Ventadour LIMOGES
- ABOUBACAR Ben Salim** – certifié  
Collège J.Moulin BRIVE
- DUVAL Trémour** – certifié  
Collège BOUSSAC
- ROY Etienne** – agrégé  
Lycée Gay-Lussac LIMOGES
- CURABET-VERVECHE Nicole** – COPsy  
CIO BRIVE
- BARROS Didier** – CPE  
Collège LARCHE
- DUTHOIT Philippe** – certifié  
Lycée Dautry LIMOGES
- LANDAN Olivier** – certifié  
Lycée Favard GUERET
- VERNEDAL Clément** – certifié  
TZR Corrèze
- EXPERT Armelle** – Chaire supérieure  
Lycée Gay-Lussac LIMOGES
- VAUX Janine** – agrégée  
Retraitée Corrèze
- JAMIN Daniel** – certifié  
Retraité Haute-Vienne
- MALINVAUD-ROY Nathalie** – agrégée  
Lycée Renoir LIMOGES
- FAUCHER Jean-Philippe** – certifié  
Lycée Eluard ST JUNIEN
- REYROLLE Viviane** – certifiée  
Lycée Gay-Lussac LIMOGES
- DE BOUILLANE Sophie** – agrégée  
Collège Renoir LIMOGES
- FRAISSE Jérôme** – agrégé  
TZR Haute-Vienne
- CARTIER Annette** – agrégée  
Collège Nadaud GUERET
- EMERIT Philippe** – agrégé  
Lycée Cabanis BRIVE
- BERNOUX Isabelle** – certifiée  
Collège Clémenceau TULLE
- BAYLE Marie Jeanne** – certifiée  
Collège AIXE SUR VIENNE
- VENES Hubert** – agrégé  
Lycée Perrier TULLE
- VEDRENNE Nadine** – certifiée  
Lycée Bourdan GUERET
- RIVET Julie** - CPE  
Collège Juvet BELLAC
- BOYER Jérémie** – certifié  
TZR Creuse
- LATOURE Céline** – certifiée  
TZR Haute-Vienne
- METZGER Christophe** – certifié  
Lycée Danton BRIVE
- BROGNARA Myriam** – certifiée  
Lycée LA SOUTERRAINE
- DUBUC Christophe** – certifié  
Collège ISLE
- CAUTRES Pascale** – agrégée  
Lycée Perrier TULLE
- LAPIERRE Didier** - certifié  
Lycée Renoir LIMOGES
- GERALD Laurianne** – certifiée  
Collège A.France LIMOGES
- AYMARD Jérôme** – certifié  
Collège E.Jamot AUBUSSON
- SOULAT Françoise** – CPE  
Retraitée Haute-Vienne
- RAMOND Michel** – certifié  
Collège Maupassant LIMOGES
- REMIZE-NOËL Corinne** – agrégée  
Lycée Valadon LIMOGES
- CHASSAGNE Ghislain** – certifié  
Lycée Ventadour USSEL
- ROUBELAT Aurélie** - Agrégée  
Lycée Valadon LIMOGES
- REYNAUD Gilles** – agrégé  
Lycée Renoir LIMOGES
- PLAZANET Muriel** - agrégée  
Lycée Perrier TULLE
- HABASSE Frédérique** - certifiée  
Collège Rollinat BRIVE
- JOUFFRE Franck** – certifié  
Collège Marouzeau GUERET
- QUEMENER Françoise** – COPsy  
CIO LIMOGES
- HABIBI Mounir** – EVS  
LP LE DORAT
- TOUTAIN Emmanuelle** – certifiée  
Lycée Turgot LIMOGES
- LE GUYADER Marie** – certifiée  
Lycée Cabanis BRIVE
- NORMAND Christiane** – certifiée  
Retraitée Creuse
- GOURSAUD Olivier** – certifié  
Collège BESSINES
- DUJACQUES Andrée** – certifiée  
Retraitée Haute-Vienne
- RISPOLI-MATEO Luce** – certifiée  
Retraitée Corrèze
- LEDUC Jean-Christophe** – certifié  
Lycée BELLAC
- AMELOT-ROY Céline** – certifiée  
Collège Clémenceau TULLE
- VEYTIZOUX Jean-Philippe** – certifié  
Collège Limosin LIMOGES
- CHASSELIN Jean-Marc** – certifié  
Lycée D'Arsonval BRIVE

**Que ce soit Ayrault ou Valls, Peillon ou Hamon...  
On s'en moque !  
Halte à l'attentisme, on veut un SNES qui lutte !**

- 1. VANDERLICK Nicolas**  
certifié Lettres modernes, collège Jean Rostand, Saint-Sulpice-Laurière
- 2. MASSELIN Marina**  
certifiée Lettres modernes, collège Maurice Genevoix, Couzeix
- 3. LAVIRON Julien**  
certifié Mathématiques, TZR Corrèze, collège Jean Moulin, Brive-la-Gaillarde
- 4. LAJAUMONT Stéphane**  
agrégé Histoire, lycée Suzanne Valadon, Limoges
- 5. LAURIÈRE Aurélie**  
certifiée Documentation, lycée Marcel Pagnol, Limoges
- 6. BERCHE Jean-Renaud**  
certifié Productique enseignant en Technologie, collège Jean Monnet, Bénévent-l'Abbaye
- 7. GERMANAUD Jacqueline**  
retraîtée, Creuse
- 8. BRUNNER Philippe**  
certifié Sciences physiques, collège Bernard Palissy, Saint-Léonard-de-Noblat
- 9. UNZEITIG Annie**  
retraîtée, Haute-Vienne
- 10. NGUYEN Christian**  
contractuel Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, PRIAQ Jean Favard, Guéret
- 11. LAINÉ Joël**  
retraité, Creuse.

## Que ce soit Ayraut ou Valls, Peillon ou Hamon...

### On s'en moque !

### Halte à l'attentisme, on veut un SNES qui lutte !

Après dix ans de contre-réformes libérales, la défaite de Sarkozy en 2012 a marqué pour beaucoup un soulagement, sans illusions cependant. Nous savions bien que l'élection présidentielle ne réglerait pas tout et qu'aucune confiance ne devait être accordée au nouveau locataire de l'Élysée. Bien nous en prit ; en fait de changement, **la politique économique et sociale du gouvernement Hollande s'est inscrite dans les pas de celle de la droite**, s'attaquant aux salariés et aux plus précaires, distribuant des cadeaux au patronat qui n'en espérait pas tant : l'Accord National Interprofessionnel (ANI) qui s'est traduit par une loi modifiant le code du travail et facilitant les licenciements, la nouvelle loi sur les retraites aggravant la réforme Woerth, le gel du point d'indice des traitements des fonctionnaires, la poursuite d'une politique de réduction des services publics et de l'emploi public, l'augmentation de l'impôt le plus injuste qui soit, la TVA, et plus récemment l'annonce de 50 milliards de baisse des dépenses publiques.

Dernièrement, **la colère des salariés s'est exprimée dans les urnes**. Lors des élections municipales, les électeurs ont sanctionné le PS en s'abstenant, en votant massivement à droite ou à l'extrême droite et dans une moindre mesure en optant parfois pour des listes proposant une réelle alternative de gauche. Le Président, proclamant qu'il a entendu le message, a fait le choix de donner des gages à un électorat de droite et a nommé **Valls, qui confirme et amplifie la ligne antisociale de son prédécesseur** en mettant en place le fameux « Pacte de responsabilité ». Le cap est clairement annoncé : à droite toute !

Or l'aboutissement de ce pacte, dont on peut attendre le pire pour les services publics, nécessite que tout ou partie des syndicats « dialogue » sur la base des exigences patronales. Non à ce chantage ignoble ! **Le SNES-FSU doit contribuer à la mise en échec de ce pacte dont l'enjeu réel n'est bien évidemment pas de faire baisser le chômage mais de faire encore une fois payer les salariés.**

Du côté de l'École, dont le président alors candidat avait annoncé qu'elle était une priorité, les annonces de campagne (les « 60.000 postes » sur la législature) ont laissé la place à la réalité la plus crue : **dans l'académie de Limoges, ce sont encore 13 postes qui seront supprimés dans le second degré à la rentrée prochaine**, alors que les effectifs d'élèves sont quasiment stables. Les suppressions de postes faites par un gouvernement dit « de gauche » ne sont pas moins douloureuses que celles faites par la droite. Par ailleurs, la discussion initiée par Peillon sur les statuts des enseignants aurait dû aussi être pour le SNES l'occasion de **défendre avec vigueur nos mandats de diminution de la charge de travail, d'amélioration du service public d'Éducation, de revalorisation des salaires**. L'abstention du SNES lors du vote au Comité technique ministériel, *considérant qu'on a évité le pire*, n'est pas à la hauteur et surtout n'est pas de nature à mobiliser la profession.

Pourtant, on observe que dans les départements de la couronne parisienne, mais aussi dans les Bouches-du-Rhône, **les collègues ont pris conscience de la gravité de la situation à la prochaine rentrée et de la nécessité de se battre**, ce dont ont témoigné plusieurs journées de grève et de manifestations. **Le SNES doit rompre avec son attitude attentiste**, qui part du postulat que les salles des professeurs ne seraient pas prêtes à se mobiliser, et se faire l'outil de ces luttes et le vecteur de leur généralisation. Nous n'avons que trop laissé le pavé à la droite et aux forces les plus réactionnaires. **Il est maintenant plus que temps, avec la FSU, de reprendre l'offensive, de convaincre et de lutter, pour l'Éducation, pour les salariés, pour la société.**

Contre toutes les politiques libérales ou d'austérité,

Votez pour une orientation syndicale offensive,

Pour une école et une société démocratiques et émancipatrices :

**Votez et faites voter « École Émancipée »**

## La Fonction Publique ne peut plus attendre ! EN GRÈVE JEUDI 15 MAI

Le premier ministre a confirmé le gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2017 et annoncé celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le «dévouement et sens du service public» des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires, bloqués depuis 2010 ?

Le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés.

C'est économiquement inefficace ! Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis. C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte l'annonce du maintien des engagements présidentiels pour les secteurs prioritaires dont l'Education, mais elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces annonces. Le problème est que ces priorités étant financées par redéploiements, d'autres secteurs pourtant indispensables à la cohésion sociale vont continuer d'être fragilisés.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent. D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariats Public/Privé.

L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur et un reniement.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

Toutes les générations sont touchées par cette politique. Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée de grève pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.



*Communiqué de presse de la FSU 87*

*17 avril 2014*